



RAPPORT ANNUEL 2025

Projet :
CAFI-3 " Renforcement des institutions de coordination et de mise en œuvre des programmes et politiques climatiques au Gabon "



Mars 2026

Rapport annuel
Période du 01/01/2025 au 31/12/2025

Titre du projet :	Renforcement des institutions de coordination et de mise en œuvre des programmes et politiques climatiques au Gabon
Numéro du projet :	0013319
Organisation de mise en œuvre :	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
Rapport soumis par :	
Nom :	Rokya Ye Deing
Titre :	Représentant Résident
Organisation :	PNUD
Adresse email :	rokya.dieng@undp.org
Contact en cas de besoin de clarification :	
Nom :	Soahangy Mamisoa Rangers
Titre :	Représentante Résidente Adjointe
Organisation :	PNUD
Adresse email	mamisoa.rangers@undp.org
Nom :	Holihasinoro Andriamandimbisoa S.
Titre :	Spécialiste de Programme Environnement
Organisation :	PNUD
Adresse email :	holihasinoro.andriamandimbisoa@undp.org

Veillez indiquer si ce rapport a été approuvé par le comité de pilotage du projet :

Oui

Non X

Si oui, quand :

Si non, date anticipée d'examen en comité de pilotage du projet : A définir

Liste des acronymes

CAFI :	Initiative pour les Forêts d’Afrique centrale
CCNUCC :	Convention-cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques
CDN :	Contribution Déterminée au niveau National
CDR :	Combined Delivery Report
CNC :	Conseil National Climat
COP :	Conference of Parties
COFIL :	Comité de Pilotage
FACE :	Formulaire d’Autorisation de Financement et Certificat de dépense
GES :	Gaz à effet de serre
MEEC :	Ministère de l’Environnement, de l’Ecologie et du Climat
MINEF :	Ministère des Eaux et Forêts, chargé du Conflit Homme-Faune
MPTF :	Multi-Partner Trust Fund
M&E :	Monitoring & Evaluation
NEX :	National Execution
OSC :	Organisation de la Société Civile
PBR :	Paiement Basé sur les Résultats
PNUD :	Programme des Nations Unies pour le Développement
P.O :	Purchase Orders
PMC :	Project Management Cost
Prodoc :	Document de Projet
PTBA :	Plan de Travail et de Budget Annuel
REDD+ :	Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts
RPA :	Responsible Party Agreement (Accord avec une Partie Responsable)
SP :	Secrétaire Permanent
TDR :	Termes de Référence
UGP :	Unité de Gestion de Projet
UNOPS :	United Nations Office for Project Services
USFS :	Service forestier des États-Unis
USD :	Dollars américains
XAF :	Francs CFA d’Afrique centrale

Table des matières

1.	Données clés du projet	6
2.	Résumé des progrès réalisés par le projet	7
3.	Défis de mise en œuvre	9
3.1	Défis liés au contexte du pays	9
3.2	Défis inhérents au projet	9
3.3	Commentaires	10
4.	Evaluation de la performance du projet.....	11
4.1	Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique	11
4.2	Etat d'avancement de mise en œuvre des activités depuis le début du projet	14
5.	Résultats du Projet.....	17
5.1	Contributions du projet à l'atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI	17
5.2	Contributions du projet à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention.....	18
6.	Communication et promotion	18
6.1	Illustration spécifique – Photos et vidéos HD.....	18
6.2	Stratégie et plan de communication	18
7.	Exécution financière	19
7.1	Décassements	19
7.2	Suivi des Contrats	22
7.3	Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines	22
7.4	Mobilisation de ressources	22
7.5	Audits	23
7.6	Révisions budgétaires	23
8.	Suivi évaluation et apprentissage du projet	23
8.1	Etat d'avancement du plan de suivi du projet.....	23
8.2	Evaluations.....	23
8.3	Intégration des leçons apprises	24
8.4	Révisions programmatiques (le cas échéant)	25
9.	Thèmes transversaux.....	28
9.1	Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables	28
9.2	Respect des standards environnementaux et sociaux	28
10.	Gestion des risques.....	29
10.1	Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée	29
10.2	Évaluation de la transparence et de l'intégrité	30

11.	Récapitulatif des livrables.....	31
12.	Annexes	31
12.1	Tableaux indicateurs.....	31
12.2	Annexe 3 / Tableau 8.2	31

1. Données clés du projet

Titre du projet	Renforcement des institutions de coordination et de mise en œuvre des programmes et politiques climatiques
Numéro de référence MPTF du projet	00133375
Hyperlien du document de projet ¹	Document de Projet
Zone(s) d'intervention(s) du projet	Echelle nationale
Institutions ou ministères de tutelle	Ministère des Eaux et Forêts, de l'Environnement et du Climat, chargé du Conflit Homme-Faune
Organisations partenaires participantes de niveau 1 ²	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Budget total du projet (USD)	1 489 467,82 USD
Durée totale du projet (mois)	59 mois
Date d'approbation du projet par le Conseil d'administration de CAFI	08/07/2022
Date de réception des premiers fonds du MPTF	10/10/2022
Date d'approbation du 1 ^{er} Plan de Travail Budgétisé Annuel par le comité de pilotage du projet	16/02/2023
Date de clôture initiale	19/09/2027
Date de clôture révisée le cas échéant	N/A.
Dépenses du 01/01 au 31/12 de l'année de rapportage (2025)	173 104,93 USD
Dépenses globales cumulatives (USD) au 31/12 de l'année de rapportage (2025)	508 298,71 USD
Taux de consommation sur l'ensemble des tranches reçues	34 %
Date et hyperlien de l'évaluation à mi-parcours le cas échéant	N/A. Insérer hyperlien si l'évaluation est publique

¹ L'ensemble des documents de projet se trouve sur le Drive CAFI

https://drive.google.com/drive/folders/1RhAT_Hc5jycgw40xr7YZM57jV4zQFadQ. Sélectionner Country documents / Le pays ou regional / programming / active portfolio / numéro et nom du projet

² Il s'agit des organisations qui ont reçu un financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du projet.

2. Résumé des progrès réalisés par le projet

Dans le cadre du partenariat stratégique entre le Gabon et l'Initiative pour la Forêt d'Afrique Centrale (CAFI), un nouveau cycle pluriannuel de programmation a été lancé en 2022, à la suite de la signature de l'Avenant à la Lettre d'Intention et du versement du premier Paiement Basé sur les Résultats. Ce cycle, dit « CAFI 3 », vise à consolider les politiques publiques en faveur de la préservation des forêts, du développement durable et de la transition économique du pays.

Au sein de cette architecture, la composante « Coordination » constitue un pilier transversal, porté par le Conseil National Climat (CNC) en qualité de Partie Responsable, avec l'appui du PNUD en tant qu'Agence de Mise en Œuvre. Elle garantit la cohérence stratégique et opérationnelle des interventions climatiques, renforce la communication interinstitutionnelle, structure le suivi-évaluation des progrès et consolide la redevabilité au regard des engagements pris par le Gabon.

Un document de programmation initial a été élaboré en 2022. Toutefois, à la suite de la décision du COPIL du 15 juin 2023 demandant la révision du cadre de gouvernance des programmes CAFI au Gabon, puis des changements institutionnels intervenus en août 2023, des ajustements ont été jugés indispensables. En conséquence, à partir de juin 2023, la mise en œuvre des activités du projet a été suspendue, à l'exception de l'activité 1.2, dédiée à un appui transversal continu pour la mise en place d'un dispositif national de suivi et de traitement des données carbone, favorisant le transfert de compétences et la couverture de l'ensemble des expertises techniques requises. Dans cette perspective, le CNC a été mandaté pour explorer des collaborations avec des organes et/ou expertises techniques étrangères, afin de soutenir, notamment, le suivi de la commercialisation des résultats de réduction des émissions et des paiements basés sur les résultats.

Ainsi, dans le cadre de ce projet, en termes d'avancées cumulées en date du 31 décembre 2025, le Conseil National Climat a pu :

- Renforcer ses capacités et enrichir ses expériences en finance climatique, en participant à des séries d'ateliers et de réunions au niveau national et international ;
- Finaliser les travaux d'inventaire de gaz à effet de serre, matérialisés par la soumission du Rapport National d'Inventaire de GES ;
- Soumettre le Rapport Biennal sur la Transparence ;
- Coordonner les travaux de certification ART-TREES des Résultats d'Emissions 2018-2022 du Gabon ;
- Poursuivre l'appui à la coordination des activités de plusieurs programmes CAFI au Gabon.

Parallèlement, le CNC et le PNUD ont conduit, en 2024, les travaux de révision du document de programmation, achevés en mai 2025. Une pré-validation est intervenue en juin 2025 par le Secrétaire Permanent du CNC et le Représentant Résident du PNUD, en vue de la diffusion aux ministères sectoriels, de la validation d'un nouveau plan de travail et de la reprise des activités. Les ajustements apportés ont été présentés lors de la revue annuelle du Programme CAFI au Gabon en date du 27 octobre 2025, en présence du Conseil d'Administration et du Secrétariat de CAFI, du Gouvernement, du CNC, du PNUD et des acteurs sectoriels. L'avis favorable des parties prenantes a renforcé l'orientation vers un redémarrage accéléré du projet. Le Prodoc révisé a ensuite été présenté, examiné et validé par le Comité de Gestion du CNC le 30 octobre 2025, assorti de recommandations d'amélioration. Le document de projet révisé a été finalisé en conséquence, puis signé le 23 janvier 2026.

Pour rappel, la révision du document de programmation visait à : (i) clarifier les rôles, responsabilités et synergies entre les entités impliquées (SP-CNC, ministères sectoriels, partenaires techniques, société civile) ; (ii) préciser les résultats attendus au moyen d'un cadre

de résultats, d'indicateurs et de livrables mieux définis en matière de coordination et de gouvernance climatique ; et (iii) renforcer l'intégration des priorités transversales, notamment la participation effective des parties prenantes, y compris les organisations de la société civile.

Les principaux changements apportés au document de programmation sont : (i) structuration plus opérationnelle autour de trois axes : la gouvernance nationale climat et des programmes CAFI, la coordination intersectorielle en matière d'exigence au sein de la convention, et la communication et l'implication de l'ensemble des acteurs qui est un axe transversal ; (ii) intégration d'un plan de mise en œuvre détaillé avec calendrier, budget indicatif et jalons de suivi ; (iii) clarification des liens fonctionnels avec les autres composantes CAFI 3 (ex. parcs, certification forestière et recherche) pour garantir l'approche intégrée du programme ; (iv) intégration d'un nouveau cadre de gouvernance unifié des programmes CAFI.

Cette révision s'inscrit directement dans les orientations formulées en 2025 par le Ministre en charge de l'Environnement, de l'Écologie et du Climat, en faveur d'un pilotage coordonné de la gestion des données carbone et d'une accélération de la mobilisation de la finance climat.

Le Prodoc révisé, ainsi que le PTBA 2026, seront présentés au Comité de Pilotage du Projet, prévu au premier semestre 2026.

Progrès ou résultats obtenus au cours de 2025	Résultats obtenus de manière cumulative depuis le début du projet
Effet 7 LOI CAFI : « Une meilleure coordination interministérielle et une meilleure gouvernance »	
Indicateurs d'effet :	
<ul style="list-style-type: none"> • 7.1 : Un mécanisme multi parties prenantes fonctionnel et reconnu (ex une plateforme de société civile, un représentant dans un comité de pilotage, un mécanisme de suivi participatif) accompagne le cycle du plan d'investissement ; • 7.2 : Accessibilité par le public, les médias et la société civile au Plan d'investissement, son plan de suivi et évaluation, ses données et ses résultats ; • 7.3 : Degré d'ancrage du Plan d'investissement dans la politique de développement nationale et la fabrique institutionnelle ; • 7.4 : Perception des parties prenantes sur l'évolution des actes et risques de corruption 	
<p>En 2025, le CNC a continué à assurer le leadership dans la démarche de certification des réductions d'émissions issues des efforts nationaux de préservation des forêts et de lutte contre la déforestation. L'atelier de présentation et de validation au niveau national de la soumission ART TREES a eu lieu en août 2025. Cette démarche vise, entre autres à mobiliser de nouveaux paiements fondés sur les résultats REDD+, notamment dans le cadre de l'accord conclu avec la Norvège via le CAFI (Addendum à la lettre d'intention).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le CNC National Climat a renforcé ses capacités et consolidé son expertise en finance climatique grâce à sa participation à une série d'ateliers et de réunions aux niveaux national et international. • Les travaux d'inventaire des gaz à effet de serre ont été achevés et concrétisés par la soumission du Rapport National d'Inventaire des GES. • Le Rapport Biennal sur la Transparence a été soumis, renforçant ainsi le suivi et la redevabilité des engagements climatiques. • Coordonné par le CNC, le processus de certification ART-TREES des Résultats d'Émissions 2018–2022 du Gabon avance convenablement, en assurant l'alignement des parties prenantes et la production des livrables requis. Le document de soumission a été validé au niveau national. • Le CNC assure la continuité de l'appui à la coordination des activités de plusieurs programmes CAFI au Gabon, en facilitant la planification, le suivi et l'articulation des interventions.

3. Défis de mise en œuvre

3.1 Défis liés au contexte du pays

Au niveau national, depuis le 30 août 2023, d'importants changements de gouvernance sont intervenus au sein des institutions et des acteurs clés du projet. Ces changements ont entraîné un ralentissement dans la reformulation des activités du programme, actée en décembre 2023. Ils sont également accompagnés d'un réajustement de la cartographie des acteurs et d'un réaménagement des missions de certaines entités, retardant ainsi la validation du projet révisé et la reprise de sa mise en œuvre.

3.2 Défis inhérents au projet

Au titre de l'activité maintenue pendant la phase de reformulation du projet, et en particulier de l'activité 1.2 relative à un appui transversal continu pour la mise en place d'un système de suivi et de traitement des données carbone, visant à favoriser le transfert de compétences au niveau national, il était prévu, en 2025, de maintenir l'appui au Conseil national climat (CNC). Cet appui devait contribuer à la mise en œuvre de l'une des missions essentielles du CNC, en sa qualité de point focal national de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). En 2024, cet appui s'est traduit par la mobilisation de consultants spécialisés, d'une part, en comptabilité carbone et en inventaire des gaz à effet de serre (GES) et, d'autre part, en mobilisation et coordination des financements climatiques. L'objectif était de renforcer les capacités nationales, notamment en matière de valorisation des efforts de réduction des émissions de GES du Gabon.

En 2025, les travaux réalisés ont permis au CNC de poursuivre les activités liées au processus de certification ART-TREES des résultats d'émission 2018–2022 du Gabon. Cette démarche visait à mobiliser de nouveaux paiements fondés sur les résultats REDD+, notamment dans le cadre de l'accord conclu avec la Norvège via le CAFI (Addendum à la lettre d'intention). Toutefois, la suspension de tout nouvel engagement de dépenses, décidée d'un commun accord entre le CNC et le PNUD dans l'attente de la validation du document de programmation révisé et du nouveau plan de travail, n'a pas permis de prendre en charge ces consultants sur le présent projet. Afin d'assurer la continuité des travaux dans l'intervalle, le CNC a mis en place une solution transitoire avec l'UNOPS, au moyen d'un budget d'urgence, en attendant la reprise normale des activités du projet CAFI-3 « Gouvernance climatique ».

À la suite de la révision du Prodoc (en mai 2025), la relance de la mise en œuvre du projet était prévue au 2^e semestre 2025. Toutefois, ce redémarrage a été fortement retardé par plusieurs défis institutionnels majeurs :

- **Attente de la mise en place du Comité de Gestion du CNC** : Conformément au dispositif de gouvernance du CNC, le projet ne peut être engagé qu'après validation par son Comité de Gestion. Or, la nomination des membres par l'instance compétente a pris du retard : le dernier membre n'a été désigné qu'en octobre 2025. En conséquence, la session ayant examiné et validé le Prodoc révisé n'a pu se tenir que le 30 octobre 2025, décalant la reprise opérationnelle du projet.
- **Changement institutionnel entraînant la difficulté de convoquer le Comité de Pilotage (COFIL)** : Après la validation du Prodoc reformulé, la convocation du CoPil (pour la présentation du Prodoc révisé et du PTBA) s'est avérée difficile depuis novembre 2025. Cette période a été marquée par un changement de configuration gouvernementale lié aux règles de non-cumul (des ministres élus députés ont quitté le gouvernement), dont le ministre en charge de l'Environnement, de l'Écologie et du Climat, ministère de rattachement du projet. Ensuite, le nouveau gouvernement qui a été formé le 1^{er} janvier 2026 a fusionné le ministère

de l'Environnement, de l'Écologie et du Climat avec le ministère des Eaux et Forêts chargé du Conflit Homme-Faune. Cette restructuration a modifié les responsabilités et l'organisation du COPIL, entraînant un retard supplémentaire dans la relance effective du projet.

3.3 Commentaires

Compte tenu de ces contraintes susmentionnées, le redémarrage effectif des activités du projet a été reprogrammé pour mars-avril 2026. Ces retards ont augmenté les risques opérationnels liés à la difficulté à sécuriser des arbitrages rapides, la faible prévisibilité de la planification, la mobilisation tardive des partenaires, et les contraintes sur l'exécution budgétaire.

4. Evaluation de la performance du projet

4.1 Evaluation de la performance du projet sur base des indicateurs du cadre logique

Il est important de noter que le Prodoc initial n'a pas eu de cadre de résultats finalisé. Des baselines n'ont pas été renseignées ; et les valeurs des cibles finales n'ont pas été définies jusqu'à ce que le besoin de réviser le Prodoc ait été acté par le COPIL du 15 juin 2023.

C'est la raison pour laquelle il n'est pas possible de renseigner le tableau d'évaluation de la performance.

Néanmoins, un nouveau cadre de résultat a été établi dans le Prodoc révisé, et sera à la base du reporting à partir de 2026.

Tableau évaluation de la performance :

Produits	Indicateurs	Cibles			Résultats			Commentaires ⁶
		Initiale (telle que dans le document de projet signé)	Révisée (le cas échéant) ³	Visée pour la fin du projet (cible finale)	Valeur 2025 (en cumulatif)	Valeur actuelle (en cumulatif) ⁴	Pourcentage d'atteinte de l'indicateur par rapport à la cible initiale (ou révisée le cas échéant) ⁵	
Produit 1.1 : Le capital humain et les ressources techniques sont mis à la disposition de l'UGP pour accroître ses capacités en matière de gestion et coordination de programme	Indicateur 1.1.a : nombre de personnes recrutées et prises en charge au sein de l'UGP	Les capacités de l'UGP sont limitées, à ce jour X nombre de personnes sont recrutées.			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du Prodoc révisé)			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.
	Indicateur 1.1.b : des équipements et du matériel sont achetés pour permettre à l'UGP de travailler et assurer une coordination	Les capacités techniques de l'UGP sont limitées : il dispose de X			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.

³ Fournir en commentaires dans le tableau la documentation officielle (**décision des organes de gouvernance**) soutenant la **révision de la cible** le cas échéant

⁴ Indiquer la valeur à l'issue de la période de rapportage.

⁵ Calculer quand ce sont des indicateurs numériques. Indiquer une valeur estimative entre 0% et 100% pour les indicateurs non numériques (0% si les activités contribuant à l'atteinte du résultat en question n'ont pas commencé et 100% si les activités ont été réalisées et le résultat atteint)

⁶ Les commentaires doivent inclure les raisons pour les progrès significatifs, les retards ou changements.

		Cibles			Résultats			
Produits	Indicateurs	Initiale (telle que dans le document de projet signé)	Révisée (le cas échéant) ³	Visée pour la fin du projet (cible finale)	Valeur 2025 (en cumulatif)	Valeur actuelle (en cumulatif) ⁴	Pourcentage d'atteinte de l'indicateur par rapport à la cible initiale (ou révisée le cas échéant) ⁵	Commentaires ⁶
	efficace des Programmes	(recensement et état des lieux à date).			Prodoc révisé)			
Produit 1.2 : Les capacités de l'entité de coordination sont renforcées par un appui transversal continu favorisant le transfert de compétences au niveau national	Indicateur 1.2.a : nombre d'experts internationaux recrutés	Aucun expert international n'appuie l'UGP de manière continue			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du Prodoc révisé)			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.
	Indicateur 1.2.b : nombre de membres de l'entité de coordination en mesure de faire de la comptabilité carbone et assurer le suivi des PBR	Les capacités de l'UGP en termes de suivi des données carbone et PBR sont limitées.			Coordination des travaux de certification ART TREES des résultats d'émission 2018-2022 du Gabon et autres travaux de gestion transitoire des données carbone.	Coordination des travaux de certification ART TREES des résultats d'émission 2018-2022 du Gabon et autres travaux de gestion transitoire des données carbone.		L'appui transversal à l'entité de coordination visant le transfert de compétences nationales en matière de gestion des données carbone a été maintenu en attendant la révision du Prodoc et du cadre de résultats.
Produit 2.1 : Les équipes au sein des ministères sont renforcées et outillées pour s'engager dans les initiatives nationales liées au climat	Indicateur 2.1.a : nombre de personnes pris en charge dans le cadre des initiatives liées au Climat (COP)	Les capacités techniques des équipes au sein des ministères sont limitées.			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du Prodoc révisé)			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.
Produit 2.2 : Le cadre de gouvernance CAFI-3 est mis en place	Indicateur 2.2.a : nombre de réunions organisées avec les parties prenantes en Année 1 et 2 et un cadre de concertation	Le manque de dialogue et de collaboration interministérielle ne permet pas			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.

		Cibles			Résultats			
Produits	Indicateurs	Initiale (telle que dans le document de projet signé)	Révisée (le cas échéant) ³	Visée pour la fin du projet (cible finale)	Valeur 2025 (en cumulatif)	Valeur actuelle (en cumulatif) ⁴	Pourcentage d'atteinte de l'indicateur par rapport à la cible initiale (ou révisée le cas échéant) ⁵	Commentaires ⁶
	institutionnalisé sera déployé à X mois du démarrage du projet	d'assurer la bonne gouvernance des programmes CAFI.			Prodoc révisé)			
Produit 3.1 : Un plan de communication pour informer sur le suivi des jalons clés et des réalisations des Programmes CAFI et autres activités liées à la gouvernance climatique au Gabon est redéfini	Indicateur 3.1.a : plan de communication actualisé est développé	A ce jour, un plan de communication est existant mais doit être redéfini et adapté			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du Prodoc révisé)			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.
	Indicateur 3.1.b : des activités/actions de communications concrètes sont déployées pour assurées la visibilité du projet	La stratégie de communication des programmes CAFI n'est pas mis à jour et ne tient pas compte des nouveaux programmes issus du 3-ème cycle de programmation CAFI.			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du Prodoc révisé)			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.
Produit 3.2 : Une stratégie de communication est mise à jour pour couvrir les besoins de communication sur l'environnement à l'échelle du territoire national	Indicateur 3.2.a : nombre d'ateliers de sensibilisation conduits	A ce jour, la population gabonaise est peu sensibilisée et informée des efforts du gouvernement du Gabon dans			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du Prodoc révisé)			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.

		Cibles			Résultats			
Produits	Indicateurs	Initiale (telle que dans le document de projet signé)	Révisée (le cas échéant) ³	Visée pour la fin du projet (cible finale)	Valeur 2025 (en cumulatif)	Valeur actuelle (en cumulatif) ⁴	Pourcentage d'atteinte de l'indicateur par rapport à la cible initiale (ou révisée le cas échéant) ⁵	Commentaires ⁶
		sa lutte contre le changement climatique à travers les programmes CAFI.						
	Indicateur 3.2.b : 1 stratégie de communication est développée	La stratégie de communication des programmes CAFI n'est pas mis à jour et ne tient pas compte des nouveaux programmes issues du 3-ème cycle de programmation CAFI.			N/A. Activités suspendues depuis juin 2023 (en attente de la validation du Prodoc révisé)			Attente de la validation par le COPIL du cadre de résultat reformulé dans le Prodoc révisé. Les nouveaux indicateurs seront renseignés à partir de 2026.

4.2 Etat d'avancement de mise en œuvre des activités depuis le début du projet

Il convient de noter que le présent rapport annuel 2025 a été élaboré sur la base des résultats définis dans le Prodoc initial. À la reprise de la mise en œuvre du projet en 2026 (à la suite de la signature du Prodoc révisé), le PTBA ainsi que les rapports d'avancement seront alignés sur le nouveau cadre de résultats.

Il est également porté à l'attention que la mise en œuvre du projet a été suspendue au titre de l'année 2025, dans l'attente de la validation du Prodoc révisé, à l'exception de l'activité relative au Produit 1.2.

Outputs	Baseline summary	Indicators	Activités	2025 Target achieved	Milestone and deliverables achieved 2025	Planned for 2026
Produit 1.1 : Le capital humain et les ressources techniques sont mis à la disposition de l'UGP pour accroître ses capacités en matière de gestion et de coordination de programme	Les capacités de l'UGP sont limitées, à ce jour X nombre de personnes sont recrutés. Les capacités techniques de l'UGP sont limitées : il dispose de X (recensement et état des lieux à date).	Indicateur 1.1.a : nombre de personnes recrutées et pris en charge au sein de l'UGP Indicateur 1.1.b : des équipements et du matériel sont achetés pour permettre à l'UGP de travailler et assurer une coordination efficace des Programmes	Activité 1.1.1 : Prendre en charge le personnel de l'UGP CAFI	N/A.	N/A. Activités suspendues et non planifiées sur la période de rapportage (en attente de la validation du Prodoc révisé)	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien technique et appui au personnel du CNC (communication et appui coordination et équipe gestion) • Mise à disposition d'équipements et de moyens de fonctionnement • Formation de l'équipe de gestion
			Activité 1.1.2 : Effectuer des achats en équipement et moyen roulant pour l'UGP CAFI	N/A.		
			Activité 1.1.3 : Assurer le fonctionnement et les missions de l'UGP CAFI	N/A.		
			Activité 1.1.4 : Autres frais	N/A.		
Produit 1.2 : Les capacités de l'entité de coordination sont renforcées par un appui transversal continu favorisant le transfert de compétences au niveau national	Aucuns experts internationaux n'appui l'entité de coordination de manière continu. De plus, les capacités nationales en termes de suivi des données carbonés et PBR sont limitées	Indicateur 1.2.a : nombre d'experts internationaux recrutés Indicateur 1.2.b : nombre de membres de l'entité de coordination en mesures de faire de la comptabilité carbone et assurer le suivi des PBR	Activité 1.2.1 : Fournir un appui transversal à l'entité de coordination favorisant un transfert de compétences nationales en matière de gestion des données carbone	N/A.	Coordination des travaux de certification ART TREES des résultats d'émission 2018-2022 du Gabon et autres travaux de gestion transitoire des données carbone.	Renforcement du CNC pour répondre aux exigences de suivi et reporting de la CCNUCC : <ul style="list-style-type: none"> • Collecte des données, IGES, comptabilité carbone • Préparation et participation aux COPs et aux grandes réunions internationales (ateliers de préparation et voyages) • Élaboration et diffusion d'un guide sur la compréhension du processus de la CCNUCC
Produit 2.1 : Les équipes au sein des ministères sont renforcées et outillées pour s'engager dans les initiatives nationales liées au climat	Les capacités techniques des équipes au sein des ministères sont limitées	Indicateur 2.1.a : nombre de personnes pris en charge dans le cadre des initiatives liées au Climat (COP)	Activité 2.1.3 : Renforcer les équipes des ministères	N/A.	N/A. Activités suspendues et non planifiées sur la période de rapportage (en attente de la validation du Prodoc révisé).	Appui technique sectoriel, formation, participation aux COPs et forums internationaux pour : <ul style="list-style-type: none"> • Les acteurs sectoriels interministériel (pour renforcer leurs capacités spécifiques) • La Société Civile (pour assurer une

						transparence du processus en lien avec la CCNUCC)
Produit 2.2 : Le cadre de gouvernance CAFI-3 est mis en place	Le manque de dialogue et de collaboration interministérielle ne permet pas d'assurer la bonne gouvernance des programmes CAFI	Indicateur 2.2.a : nombre de réunions organisées avec les parties prenantes en Année 1 et 2 et un cadre de concertation institutionnalisé sera déployé à X mois du démarrage du projet	Activité 2.1.1 : Soutenir la gouvernance et le dialogue facilité	N/A.	N/A. Activités suspendues et non planifiées sur la période de rapportage (en attente de la validation du Prodoc révisé).	<ul style="list-style-type: none"> Évaluation et Suivi dans la mise en œuvre des recommandations (appui juridique et mise à jour du plan de recommandation) Évaluation et Suivi dans la mise en œuvre des recommandations (appui juridique et mise à jour du plan de recommandation) Opérationnalisation des organes de gouvernance unifiée CAFI 3 (réunions / ateliers /comités techniques)
Produit 3.1 : Un plan de communication pour informer sur le suivi des jalons clés et des réalisations des Programmes CAFI et autres activités liées à la gouvernance climatique au Gabon est redéfini	A ce jour, un plan de communication est existant mais doit être redéfini et adapté aux besoins développés dans le document de coordination et le 3 ^{ème} cycle de programmation de CAFI	Indicateur 3.1.a : plan de communication actualisé est développé Indicateur 3.1.b : des activités/actions de communications concrètes sont déployées pour assurées la visibilité du projet	Activité 3.1.1 : Mettre en œuvre le plan de communication	N/A.	N/A. Activités suspendues et non planifiées sur la période de rapportage (en attente de la validation du Prodoc révisé).	Élaboration d'une stratégie de communication
Produit 3.2 : Une stratégie de communication est mise à jour pour couvrir les besoins de communication sur l'environnement à l'échelle du territoire national	A ce jour, la population gabonaise est peu sensibilisée et informée des efforts du gouvernement du Gabon dans sa lutte contre le changement climatique à travers les programmes CAFI	Indicateur 3.2.a : nombre d'ateliers de sensibilisation conduits Indicateur 3.2.b : 1 stratégie de communication est développée	Activité 3.2.1 : Définir une stratégie de communication	N/A.	N/A. Activités suspendues et non planifiées sur la période de rapportage (en attente de la validation du Prodoc révisé).	Mise en œuvre de la stratégie et diffusion de produits de communication

5. Résultats du Projet

5.1 Contributions du projet à l'atteinte des indicateurs du cadre de résultats de CAFI

Effets CAFI						
Les pratiques agricoles durables permettent la réduction de la conversion des terres et l'augmentation de la sécurité alimentaire	Des alternatives durables aux pratiques actuelles en matière de bois-énergie sont adoptées	Les institutions et parties prenantes du secteur forestier et des aires protégées sont en capacité et disposent d'un cadre légal permettant de promouvoir, suivre et mettre en œuvre la gestion durable des forêts	Les infrastructures et futurs projets miniers et hydrocarbures minimisent leur empreinte globale	i) Les décisions d'aménagement du territoire assurent une représentation équitable des intérêts sectoriels et maintiennent le couvert forestier ii) la sécurisation foncière n'incite pas à la conversion par des individus ou des communautés	La croissance démographique et la migration vers les forêts et les fronts forestiers sont ralenties	Une coordination interministérielle et une gouvernance sont améliorées, et résultent en i) des régimes fiscaux et permis pour les activités économiques qui ne poussent pas les acteurs économiques vers la conversion des forêts et les activités illégales, ii) un climat des affaires favorable aux investissements bénéfiques à la forêt
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	X

5.1.1 Matrice des bénéficiaires

Effet	Nombre de bénéficiaires directs (indiquer % hommes et femmes), en cumulatif depuis le début du projet	Description et intensité du soutien	Nombre de bénéficiaires indirects en cumulatif depuis le début du projet	Description et intensité du soutien	Commentaires
Aménagement du territoire	0	N/A	0	N/A	N/A
Energie	0	N/A	0	N/A	N/A
Agriculture	0	N/A	0	N/A	N/A
Forêts					
Foncier	0	N/A	0	N/A	N/A
Mines et infrastructures	0	N/A	0	N/A	N/A
Démographie	0	N/A	0	N/A	N/A
Gouvernance	3 (dont 33% sont des femmes)	Ce sont les responsables et spécialistes du CNC	54 entités	Ce sont les responsables des entités impliquées dans la gouvernance climatique, en particulier ceux qui ont contribué au processus de comptabilité de carbone et de dialogues et échanges.	L'atelier de présentation et de validation de la soumission ART TREES a eu lieu en Aout 2025. Et ces entités/acteurs ont contribué activement. Ce document vise à certifier les réductions d'émissions issues des efforts nationaux de préservation des forêts et de lutte contre la déforestation.
Nombre total (peut ne pas être égal à la somme des rangées ci-dessus)	3		54 entités		

5.2 Contributions du projet à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention

N° du jalon dans la Lol	Descriptif du Jalon	Progrès accomplis lors de la période de rapportage	Progrès accomplis de manière cumulative depuis le début du projet	Commentaires
3b	Établissement d'un cadre de S&E commun à l'aide internationale au développement pertinente pour aligner les flux de financement et l'assistance technique	A travers le renforcement institutionnel et technique du CNC et des acteurs des actions climatiques, le Ministère en charge du Climat arrive à définir sa vision et à améliorer l'analyse des opportunités ainsi que l'alignement des efforts publics et des appuis techniques et financiers des partenaires.	A travers le renforcement institutionnel et technique du CNC et des acteurs des actions climatiques, le Ministère en charge du Climat arrive à définir sa vision et à améliorer l'analyse des opportunités ainsi que l'alignement des efforts publics et des appuis techniques et financiers des partenaires.	La reprise du projet en 2026 (avec le Prodoc révisé) contribuera davantage à la structuration d'un dispositif harmonisé de suivi-évaluation pour l'ensemble des interventions climatiques et forestières. En renforçant le CNC et en instituant un cadre de concertation interministériel, le CNC facilite la coordination des bailleurs, l'alignement des appuis techniques et la transparence des flux de financement.
3.d.iii	Un rapport sur les progrès accomplis en matière de : renforcement des capacités de l'administration forestière dans les domaines de la surveillance et de l'application des lois, avec notamment la mise en place d'un système d'information et la formation des fonctionnaires	Dans le cadre du projet, aucune activité de renforcement de capacité de l'administration forestière n'a été réalisée en 2025 à cause de la suspension du projet (en attendant le Prodoc révisé)	Ce projet a contribué de façon indirecte au renforcement des capacités de l'administration forestière. Toutefois, à date, cette contribution (surveillance, application des lois, système d'information, formation) reste limitée. Les avancées sont pour le moment centrées sur le CNC et la gouvernance climatique (appui technique, mobilisation d'expertise, gestion des données carbone, coordination). Avec la suspension du projet, pour l'heure, ce dernier n'a pas pu enregistrer de réalisation structurante en termes de mise en place d'un système d'information forestier, et de formation de fonctionnaires forestiers en contrôle et application des lois.	Ce projet doit répondre de manière indirecte au jalon 3.d.iii en renforçant les capacités de coordination, de planification et de suivi qui conditionnent l'efficacité de la surveillance forestière et de l'application des lois. À travers l'appui au CNC, il mettra en place des outils harmonisés d'information et de suivi permettant de documenter et consolider les progrès sectoriels, dont ceux du contrôle forestier. Le dispositif de concertation interministériel facilitera l'alignement des acteurs (administration forestière, agences d'exécution, partenaires) sur les besoins en systèmes d'information et en formations, et améliorera le pilotage des appuis techniques dédiés.

6. Communication et promotion

6.1 Illustration spécifique – Photos et vidéos HD

N/A en 2025 (vu la suspension du projet, en attendant le Prodoc révisé et validé)

6.2 Stratégie et plan de communication

N/A en 2025 (vu la suspension du projet, en attendant le Prodoc révisé et validé)

7. Exécution financière

7.1 Décaissements

a) Taux de décaissements du projet

A) Résultats	B) Budget Total (USD) du Projet	C) Budget prévu en 2025	E) Dépenses annuelles 2025 (CDR PNUD)	F) Dépenses NIM Advances	G) Solde du projet au 31 décembre 2025	H) Taux de décaissement au 31 décembre 2025	I) Décaissement cumulé depuis le début du projet	J) Montants engagés (PO)
Produit 1.1 : Le capital humain et les ressources techniques sont mis à la disposition de l'UGP pour accroître ses capacités en matière de gestion et coordination de programme	496 057,00	0,00	115,97	0,00	387 644,55	0%	22%	
Activité 1.1.1 : Prendre en charge le personnel de l'UGP CAFI	181 225,00	0,00	0,00	0,00	139 747,79	0%	23%	
Activité 1.1.2 : Effectuer des achats en équipement et moyen roulant pour l'UGP CAFI	125 000,00	0,00	115,97	0,00	75 365,75	0%	40%	
Activité 1.1.3 : Budget de fonctionnement et missions UGP	144 832,00	0,00		0,00	144 832,00	0%	0%	
Activité 1.1.4 : Autres frais	45 000,00	0,00	0,00	0,00	27 699,01	0%	38%	
Produit 1.2 : Les capacités de l'entité de coordination sont renforcées par un appui transversal continu favorisant le transfert de compétences au niveau national	455 615,00	8 200,04	10 535,67	0,00	259 171,30	128%	43%	
Activité 1.2.1 : Fournir un appui transversal à l'entité de coordination favorisant un transfert de compétences nationales en matière de gestion des données carbone	455 615,00	8 200,04	10 535,67	0,00	259 171,30	128%	43%	
Produit 2.1 : Un cadre de concertation et de collaboration interministériel est déployé et facilité, pour renforcer les capacités institutionnelles pour la gouvernance du climat au Gabon.	246 000,00	151 130,00	151 128,67	0,00	90 810,63	100%	63%	

Activité 2.1.1: Renforcer les équipes au sein des ministères pour qu'ils soient outillés pour s'engager dans les initiatives nationales liées au climat	246 000,00	151 130,00	151 128,67	0,00	90 810,63	100%	63%	
Produit 2.2 : Le cadre de gouvernance CAFI-3 est mis en place	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0%	0%	
Activité 2.2.1 : Soutenir la gouvernance et le dialogue facilité	24 000,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0%	0%	
Produit 3.1 : Un plan de communication pour informer sur le suivi des jalons clés et des réalisations des Programmes CAFI et autres activités liées à la gouvernance climatique au Gabon est redéfini	126 000,00	0,00	0,00	0,00	126 000,00	0%	0%	
Activité 3.1.1 : Mettre en œuvre le plan de communication	126 000,00	0,00	0,00	0,00	126 000,00	0%	0%	
Produit 3.2 : Une stratégie de communication est mise à jour pour couvrir les besoins de communication sur l'environnement à l'échelle du territoire national	10 005,00	0,00	0,00	0,00	10 005,00	0%	0%	
Activité 3.2.1 : Définir une stratégie de communication	10 005,00	0,00	0,00	0,00	10 005,00	0%	0%	
Total Coûts des Résultats	1 357 677,00	159 330,04	161 780,31	0,00	897 631,48	102%	34%	-
Total Coût M&E	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0%	0%	-
Total Coûts Gestion de Projet (PMC) - UNDP	34 349,00	0,00	0,00	0,00	19 349,00	0%	44%	
Total Coûts Directs	1 392 026,00	159 330,04	161 780,31	0,00	916 980,48	102%	34%	-
Total Coûts Indirects (7%)	97 441,82	11 153,10	11 324,62	0,00	64 188,63	102%	34%	
Total	1 489 467,82	170 483,14	173 104,93	0,00	981 169,11	102%	34%	-

b) Annexe 3 - Tableau 8.2

Le tableau 8.2 / Annexe 3 est disponible au lien suivant :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1CM6AAQUYrZFKQArB6QQPHMgGPudmgrb/edit?usp=drive_link&oid=100922664595516781588&rtpof=true&sd=true

c) Cout efficacité : Tableau des progrès et décaissements par effets et par produits

Résultats	Progrès actuel de l'indicateur	Dépenses cumulatives en \$ (sans engagement)
Résultat 1 : Les capacités de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) sont renforcées pour assurer un meilleur pilotage et une coordination efficace des Programmes de CAFI	En 2025, la coordination des programmes CAFI au Gabon s'est nettement renforcée. La revue annuelle d'octobre 2025, conduite par le CNC et réunissant le Gouvernement du Gabon, le Conseil d'administration et le Secrétariat de CAFI, ainsi que les agences d'exécution et les partenaires de mise en œuvre, en a apporté une démonstration tangible. Le portefeuille CAFI est désormais piloté dans un cadre de gouvernance plus consolidé, favorisant une meilleure synergie entre les parties prenantes et accélérant les progrès vers des objectifs communs, pleinement alignés sur le cadre de résultats de CAFI et sur la vision nationale.	304 855,15
Produit 1.1 : Le capital humain et les ressources techniques sont mis à la disposition de l'UGP pour accroître ses capacités en matière de gestion et de coordination de programme	Jusqu'à fin 2023 (avant la suspension temporaire des activités du projet) le personnel de l'UGP a bénéficié d'une prise en charge adéquate. En 2025, dans ce contexte et en attendant la révision et la validation du Prodoc, les responsables et l'équipe technique du CNC ont maintenu leurs missions de gestion et de coordination du Programme CAFI, en s'appuyant sur l'optimisation de sources de financement alternatives afin d'assurer la continuité des fonctions essentielles.	108 412,45
Produit 1.2 : Les capacités de l'entité de coordination sont renforcées par un appui transversal continu favorisant le transfert de compétences au niveau national	Le CNC a renforcé ses compétences et connaissances en matière de suivi et gestion des données carbone.	196 443,70
Résultat 2 : Un cadre de concertation et de collaboration interministériel est déployé et facilité, pour renforcer les capacités institutionnelles pour la gouvernance du climat au Gabon	En 2025, en dépit de la suspension du projet CAFI (Prodoc révisé en attente de validation), des progrès ont été enregistrés dans le cadre du projet Promesse Climat (du PNUD). Le CNC a assuré le pilotage et la coordination institutionnelle, en facilitant la mobilisation des ministères sectoriels et des parties prenantes lors des consultations techniques et des ateliers de validation, notamment pour les livrables relatifs à la mise en œuvre et à l'actualisation de la CDN du Gabon. Cette dynamique a renforcé la concertation interministérielle et la collaboration en matière d'action climatique.	155 189,37
Produit 2.1 : Les équipes au sein des ministères sont renforcées et outillées pour s'engager dans les initiatives nationales liées au climat	Avant la suspension du projet, des déplacements aux COP et à d'autres ateliers d'échange sur la finance carbone ont été réalisés. En 2025, dans l'attente de la validation du Prodoc révisé, le projet n'a pas été en mesure de poursuivre l'appui à ces initiatives. Toutefois, grâce à des financements alternatifs, les actions de renforcement des capacités des acteurs nationaux ont pu être maintenues, avec l'implication du CNC.	155 189,37
Produit 2.2 : Le cadre de gouvernance CAFI-3 est mis en place	Le cadre de gouvernance de CAFI est défini. Néanmoins, son opérationnalisation reste un défi. A titre d'exemple, le nouveau cadre implique la mise en place d'un Comité Stratégique (au-dessus du COPIL), mais cette structure n'est pas encore en place/opérationnelle.	0
Résultat 3 : Une communication efficace est promue pour sensibiliser et vulgariser l'effort du Gouvernement du Gabon sur les initiatives de conservation forestières et d'atténuation du changement climatique au niveau national et international.	En 2025, la communication du Gabon a été globalement efficace, grâce à une meilleure coordination des acteurs, une présence accrue dans les échanges et forums internationaux (COP30, Climate Week NYC ainsi dans le Partenariat pour les forêts du bassin du Congo et les rencontres sur les marchés carbone (Africa Climate Summit, REDD+). Le CNC a joué un rôle central de coordination stratégique, d'harmonisation des messages et de plaidoyer, renforçant la visibilité et la crédibilité du pays.	0
Produit 3.1 : Un plan de communication pour informer sur le suivi des jalons clés et des réalisations des Programmes CAFI et autres activités liées à la gouvernance climatique au Gabon est redéfini	Le plan de communication reste à élaborer. À défaut, la revue annuelle de l'ensemble des programmes CAFI au Gabon, organisée en octobre 2025, a servi de cadre de référence : les parties prenantes y ont présenté leurs réalisations, et le CNC a pu en assurer le suivi.	0
Produit 3.2 : Une stratégie de communication est mise à jour pour couvrir les besoins de communication sur l'environnement à l'échelle du territoire national	Aucun progrès à signaler.	0
Total		460 045,52

d) Taux de décaissement par pilier de la Stratégie Nationale REDD+

PILIER	BUDGET DANS LE PRODOC	DECAISSEMENTS CUMULES DEPUIS LE DEBUT DU PROJET
Aménagement du Territoire	-	-
Foncier	-	-
Agriculture	-	-
Forêt	-	-
Energie	-	-
Mines et Hydrocarbures	-	-
Démographie	-	-
Gouvernance	1 489 467,82 USD	508 298,71 USD

7.2 Suivi des Contrats

N°	Intitulé et thématique	Type	Sous type	Montant du contrat (USD)	Date signature	Commentaires
1	Lettre d'accord (RPA) entre le PNUD et le CNC	Entité publique	Administration publique nationale	1 489 467,82	21 mars 2023	RPA signé entre le PNUD et le CNC pour la réalisation de la mise en œuvre des activités du projet.

7.3 Gestion financière, approvisionnement et ressources humaines

- **Veillez évaluer si les dépenses financières du projet sont alignées aux prévisions des PTBA ou en retard par rapport aux plans de travail :**

Il n'existe pas de Plan de Travail et de Budget Annuel (PTBA) 2025 (voir section « Défis »). En 2025, les dépenses du projet portent sur : (i) la liquidation des engagements du 4e trimestre, notamment le paiement des salaires de deux agents du Conseil National Climat pour l'appui transitoire à la gestion des données carbone (conformément au Plan de Travail Annuel 2024) ; et (ii) le remboursement des frais engagés pour les déplacements à la COP-27 et à la COP-15 en 2022. Au 31 décembre 2025, le taux de delivery annuel du projet par rapport au budget placé est de 102%.

- **Si les dépenses sont retardées ou non-conformes aux plans, veuillez fournir une explication :**

N/A. Absence de PTBA validé pour 2025

- **Veillez indiquer quel montant en dollars a été prévu (dans le document de projet) pour les activités axées sur l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes et combien a été effectivement alloué à ce jour :**

Il n'y a pas de budget spécifiquement alloué à des activités portant sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans le Document de Projet.

- **Quand comptez-vous demander la deuxième tranche du projet restant au compte du MPTF :**

N/A. Il n'y a pas de 2^{ème} tranche prévue pour ce programme.

7.4 Mobilisation de ressources

En 2025, en plus des fonds CAFI, le CNC s'est appuyé sur le financement de l'État gabonais et du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, pour appuyer les travaux d'inventaires et de

rédaction du Premier Rapport Biennal sur la Transparence. En outre, le Projet Promesse Climat, mis en œuvre par le PNUD a permis de poursuivre certaines activités stratégiques, y compris l’atelier de restitution de la participation du Gabon à la COP30.

7.5 Audits

En 2025, aucun audit n’a été mandaté spécifiquement pour ce projet. Toutefois, en mars 2025, l’audit HACT (Harmonized Approach to Cash Transfers) mandaté par le PNUD pour l’exercice 2024 a permis d’examiner l’utilisation des fonds par le CNC, dans le cadre d’un autre projet financé par le CAFI. Les conclusions de cet audit ont présenté un avis « sans réserve », avec des résultats jugés satisfaisants dans l’ensemble des domaines clés évalués. Il est important de rappeler qu’au début du projet, la micro-évaluation HACT du CNC avait identifié un niveau de risque modéré.

Le rapport d'audit est consultable sur ce lien https://drive.google.com/file/d/1Eo34oMCbzM-pA-QXR4rJxk3bCfjwj1C/view?usp=drive_link

7.6 Révisions budgétaires

Étant donné que le projet ne disposait pas de PTBA 2025 (en attente de la validation du Prodoc révisé), aucune révision budgétaire n’a été effectuée. Toutefois, la révision du Prodoc a porté à la fois sur les aspects programmatiques et financiers. Le budget révisé sera donc pris en compte lors de la reprise de la mise en œuvre du projet avec le PTBA 2026.

8. Suivi évaluation et apprentissage du projet

8.1 Etat d’avancement du plan de suivi du projet

Ce tableau doit refléter notamment les passages du projet devant les instances décisionnaires du projet ainsi que la prise en compte des différentes décisions issues des organes de décision du projet dans la mise en œuvre des activités.

Activité de suivi et évaluation	Nombre prévu	Nombre réalisé	Date(s)	Compte-rendu avec hyperlien (doit notamment figurer le suivi des décisions prises dans les instances de décision du projet)
COFIL de projet	3	1	15 juin 2023	https://drive.google.com/drive/folders/1joRnqI-D7IESUnp1QrpOZ2nrW1dnxcCzZ
Comité Technique de Gestion	1	1	30 octobre 2025	https://drive.google.com/file/d/1MEcZJYmITDbPhl1W4j8ozcsavbGml5B7/view?usp=drive_link
Revue annuelle	1	1	27 octobre 2025	https://drive.google.com/file/d/1zjvbCn3xlfQkWDu3GiFhIN2B6ZLcps26/view?usp=sharing

8.2 Evaluations

N/A

8.3 Intégration des leçons apprises

Défis rencontrés	Solution apportées	Leçons apprises
Changements de gouvernance depuis le 30 août 2023 : réajustement de la cartographie des acteurs et des missions, ralentissant la reformulation et la validation du projet révisé.	Reformulation du projet, et mise à jour de l'analyse des parties prenantes en lien avec les nouvelles attributions institutionnelles.	Anticiper des scénarios de transition politique (plan de continuité, jalons de revalidation) et maintenir une cartographie dynamique des acteurs.
Suspension des nouveaux engagements de dépenses (en attente de validation Prodoc révisé/PTBA), empêchant la prise en charge de consultants clés pour l'appui au CNC.	Solution transitoire du CNC avec l'UNOPS via un budget d'urgence pour assurer la continuité des travaux (dont ART-TREES) en attendant la reprise du projet.	Prévoir des mécanismes passerelles (budgets d'urgence, modalités alternatives) pour éviter les ruptures d'expertise et de calendrier.
Mise en place tardive du Comité de Gestion du CNC : nomination des membres achevée seulement en oct. 2025, retardant la validation du Prodoc révisé le redémarrage.	Attente de l'installation complète du Comité puis tenue de la session de validation du Prodoc révisé.	Sécuriser en amont le calendrier et les modalités de mise en place des organes de gouvernance.
Difficulté à convoquer le COPIL (nov. 2025–début 2026) du fait de la fusion ministérielle, modifiant le rattachement du projet et la présidence du COPIL	Réajustement organisationnel du pilotage et reprogrammation du redémarrage effectif des activités (mars 2026).	Clarifier rapidement les points focaux et circuits de décision après restructuration ; intégrer des dispositions de flexibilité dans la gouvernance du projet
Risques opérationnels induits par les retards : arbitrages difficiles, faible prévisibilité, mobilisation tardive des partenaires, contraintes d'exécution budgétaire	Replanification des activités et de la relance ; gestion prudente des engagements pendant la période d'incertitude.	Renforcer la gestion des risques (suivi rapproché, alertes précoces, fenêtres budgétaires) et la communication proactive avec partenaires et tutelles.

8.4 Révisions programmatiques (le cas échéant)

À la suite de la reformulation du projet en 2024-2025, le Prodoc révisé, validé par le Comité de Gestion du Conseil National Climat en octobre 2025, a établi un nouveau cadre de résultats. Ce nouveau cadre sera mis en œuvre dès la signature du Prodoc révisé (prévue en janvier 2026) et la validation du PTBA 2026 par le COPIL (prévue en février ou mars 2026).

Le nouveau cadre de résultats se présente comme suit :

CADRE DE RESULTATS REVISE					
Indicateurs	Situation de référence	Cible finale	Moyens de vérification	Fréquence de collecte	Hypothèses
IMPACTS - Un Gabon résilient et durable, promouvant un développement à faible émission et contribuant activement à la lutte contre le changement climatique et à la préservation des ressources naturelles					
EFFET 1 - Le projet contribue à une gouvernance climatique plus robuste et cohérente, permettant au Gabon de jouer un rôle de premier plan dans la réponse mondiale aux changements climatiques					
Résultat 1 - La stratégie climat intersectorielle et inclusive est renforcée avec un cadre de gouvernance bien défini et une communication élargie					
1.a – Mise en place et de fonctionnement des structures de gouvernance intersectorielle	Manque de dynamisme dans la coordination entre les différents acteurs agissant sur les questions climatiques au Gabon	> 80%	Rapports, enquêtes	Annuelle	Si la coordination et le dialogue intersectoriel sur toutes les initiatives en lien avec le climat sont renforcés, alors le Gabon conserve un rôle de leader dans les forums régionaux et internationaux sur l'atténuation du changement climatique, y compris, mais sans s'y limiter, l'engagement dans le processus de négociation de la CCNUCC et la promotion/ reconnaissance de la contribution unique du Gabon à la préservation des biens publics mondiaux tels que le carbone et la biodiversité.
1.b - Nombre des décisions relatives à la politique climatique adoptées avec une contribution des OSC spécialisées sur le genre	Caractère inclusif des décisions relatives à la politique climatique limité	> 80%	Rapports, enquêtes de satisfaction	Annuelle	
Produit 1.1 - La structure organisationnelle du CNC, ses rôles et son mandat sont évalués et opérationnalisés					
1.1.a – Evaluation et suivi des recommandations issues de l'évaluation de la structure organisationnelle du CNC est effectif	Documents existants mais non mis à jour	> 80%	Rapport d'évaluation et plan de suivi des recommandations actualisés ; Projet de texte de loi ou de décret.	Semestrielle	Si la structure organisationnelle du Conseil National Climat (CNC) est évaluée de manière approfondie et que ses rôles et son mandat sont renforcés avec des documents opérationnels, alors le CNC sera en mesure de remplir efficacement sa mission de coordination et de pilotage des politiques climatiques, avec une gouvernance renforcée et une meilleure implication des parties prenantes.
1.1.b - Le Comité de Gestion et les comités techniques scientifiques se réunissent et un cadre de dialogue multipartite est mise en place	Les organes du CNC se réunissent très rarement	> 80%	Compte rendu de réunion, PV et liste de présence incluant la participation d'OSCs, TDRs du cadre de dialogue avec les OSCs.	Semestrielle et annuelle	
1.1.c - La gouvernance unifiée des programmes CAFI au Gabon est opérationnelle	Les différents programmes CAFI fonctionnent sur des gouvernances différentes	> 80%	Projet d'arrêté ou de décret validé, PV de COS et COPIL, Liste de présence, CR réunions groupe de travail	Semestrielle et annuelle	
Produit 1.2 - Les capacités du Secrétariat Permanent du CNC sont renforcées pour assurer une coordination et une communication efficaces des					

initiatives du Gabon en matière de politique climatique au niveau national et international					
1.2.a - Des personnes sont recrutées pour renforcer la coordination et la gestion des actions climatiques et pour communiquer sur les engagements du Gabon	Personnel qualifié mais ressources humaines limitées	6	Nombre de nouveaux contrats signés	Mensuelle	Si les capacités du Secrétariat Permanent du Conseil National Climat (CNC) sont renforcées en termes de ressources humaines, techniques et opérationnelles, alors il sera en mesure d'assurer une coordination et une communication plus efficace des initiatives climatiques du Gabon, tant au niveau national qu'international.
1.2.b – Des équipements sont acquis et des formations réalisées sur des modules de gestion de projets, IGES, comptabilité carbone, finance climatique, négociations internationales, communication et outils numériques.	Les équipements du CNC ne sont pas optimales et les formations pas assez vulgarisées	> 80%	Rapport de formation/atelier, liste des participants, nombre de diplôme Bordereaux de réception des équipements	Annuellement	
Produit 1.3 - Une stratégie de communication visant à renforcer le dialogue sur le climat et les plateformes consultatives est définie et mise en œuvre					
1.3.a – Existence d'un plan de communication	La population gabonaise a un accès limité aux politiques et stratégies climatiques nationales	> 15	TDRs du prestataire en charge de l'élaboration de la stratégie de communication, Rapport de cadrage, Stratégie de communication incluant une cartographie de média et d'acteur	Semestrielle	Si une stratégie de communication ciblée est définie et mise en œuvre pour renforcer le dialogue sur le climat et promouvoir les plateformes consultatives, alors cela favorisera une meilleure participation des parties prenantes, renforcera la collaboration multisectorielle et augmentera l'adhésion des acteurs nationaux et internationaux aux initiatives climatiques.
1.3.b – Existence de produits de communication	La population gabonaise a un accès limité aux politiques et stratégies climatiques nationales	> 70%	Produits de communication, nombre de fréquentation de site web, nombre de programmes télévisés et émission radio, rapport d'activités de communication Nombre de cible atteinte	Annuelle	
EFFET 2 - Le projet améliore la capacité du Gabon à suivre et à respecter ses engagements climatiques tout en renforçant la transparence et l'efficacité des actions climatiques à l'échelle nationale et internationale					
Résultat 2 - La capacité du CNC à coordonner la soumission des documents techniques de suivi, de rapportage de la CCNUCC et à mobiliser les financements climatiques internationaux est renforcée en conformité avec les politiques nationales et les obligations internationales.					
2.a – Augmentation des ressources de la finance climatique	Faible mobilisation des financements climatiques internationaux	Annuel	Rapports, communication CCNUCC	Annuelle	Si la capacité du Conseil National Climat (CNC) à coordonner la soumission des documents techniques de suivi et de rapportage auprès de la CCNUCC est renforcée, alors le CNC sera en mesure de remplir ses obligations nationales et internationales de manière plus efficace, ce qui facilitera l'accès à des financements climatiques internationaux et le suivi rigoureux des engagements du Gabon en matière de politique climatique
2.b – Nombre de ministères et agences ayant mis en place des systèmes de gestion et d'analyse des données climatiques conformes aux exigences de la CCNUCC	La majorité des ministères et agences ne disposent pas de système de gestion et d'analyse des données climatique	> 75%	Rapport d'enquête, plan de mise en œuvre	Annuelle	
Produit 2.1 - Le CNC est soutenu pour coordonner une structure technique harmonisée et multi partenaire des groupes de travail pour répondre					

aux exigences de suivi et de rapportage de la CCNUCC					
2.1.a – Nombre de consultant nationaux et internationaux identifiés pour renforcer les capacités et veiller au respect des exigences de la CCNUCC dans les rapports soumis	Soutien technique et transfert de compétences	> 80%	Nombre de contrat de consultance, Rapport d'activité, Nombre de rapports soumis et validés à la CCNUCC	Annuelle	Si le Conseil National Climat (CNC) est soutenu pour coordonner la mise en place d'une structure technique harmonisée et multi-partenariale, alors cette structure sera en mesure de répondre efficacement aux exigences de suivi et de rapportage de la CCNUCC, en assurant une coordination fluide entre les différents acteurs et en garantissant la qualité et la régularité des informations soumises
2.1.b – Nombre d'équipement et de matériels de fonctionnement acquis pour le reporting	Aucun ou peu de documents spécifiques au processus d'accès au financement climatique vulgarisés et diffusés	8	Bordereaux de réception des équipements ou factures d'achat	Annuelle	
2.1.c. Nombre de personnes ayant participé aux COPs ou aux réunions internationales	Le CNC est limité dans sa capacité à envoyer le maximum de personne aux réunions à l'international	8	Ordre de Mission, Carte d'embarquement, Rapport de Mission	Annuelle	
2.1.d - Nombre de documents en lien avec le processus de suivi et rapportage à la CCNUCC vulgarisés et diffusés au plus grand nombre	La compréhension des parties prenantes nationales et locales du processus d'accès à la finance climatique est limitée	> 80%	Nombre de documents explicatifs produits et nombre de cible atteintes	Semestrielle	
Produit 2.2 - Un soutien interministériel et sectoriel est fourni pour renforcer les capacités des ministères et agences dans la collecte, la gestion, l'analyse et le rapportage des données pour soumission à la CCNUCC					
2.2.a - Nombre de consultant recrutés et nombre d'ateliers de formation et de séances de renforcement des capacités organisés pour les ministères et agences sur la collecte, la gestion, l'analyse et le rapportage des données climatiques pour la CCNUCC	La majorité des ministères et agences disposent de données robustes ou des compétences en matière d'attentes et responsabilités liés au processus de rapportage à la CCNUCC.	8	Nombre de contrat de consultant, Rapports de formation, PV d'atelier, liste de participants	Semestrielle	Si un soutien interministériel et sectoriel est fourni pour renforcer les capacités des ministères et agences dans la collecte, la gestion, l'analyse et le rapportage des données, alors ces institutions seront mieux outillées pour produire des données de qualité, conformes aux exigences de la CCNUCC, facilitant ainsi la soumission régulière et précise des rapports et le suivi des engagements climatiques du pays.
2.2.b – Nombre de personnes ayant participé aux COPs ou aux réunions internationales	La majorité des ministères et agences ne participent pas au COPs ou réunions internationales qui portent sur le climat.	> 75%	Courriers de désignations Rapport de formation/atelier, liste des participants Bordereaux de réception des équipements ou factures d'achat	Annuelle	
Produit 2.3 – La société civile est soutenue pour assurer une transparence du processus en lien avec la CCNUCC					
2.3.a - Nombre de sessions de formation organisées pour les organisations de la Société Civile (OSC)	Aucune ou peu de formations spécialisées n'est organisée spécifiquement pour les OSC gabonaises concernant la CCNUCC et les mécanismes de suivi et de rapportage.	10	Rapport de formation, PV d'atelier, liste de participants Facture d'équipements	Semestrielle	Si la société civile est soutenue pour jouer un rôle actif dans le suivi et la transparence du processus de rapportage en lien avec la CCNUCC, alors cela renforcera la confiance publique et internationale dans les engagements climatiques du pays, tout en assurant une meilleure surveillance et une plus grande responsabilisation des actions climatiques entreprises par le pays
2.3.b - Nombres de forums / événements internationaux auxquels les OSC gabonaises participent	Participation des OSC gabonaises aux forums internationaux limitée	5	Rapport de mission	Annuelle	

9. Thèmes transversaux

9.1 Genre, peuples autochtones et autres groupes vulnérables

Le projet contribue de manière limitée aux enjeux de genre (GEN2). Toutefois, une participation significative des femmes est observée au sein de l'équipe du CNC : sur les cinq postes de consultants maintenus cette année, quatre sont occupés par des femmes. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs locaux, le CNC, avec l'appui des experts mobilisés par le programme, contribue aux ateliers de renforcement de capacités à l'attention des jeunes filles, organisés par le Service forestier des États-Unis (USFS).

Dans le cadre de l'organisation des dialogues et ateliers nationaux, ainsi que de la participation aux événements internationaux, le CNC veille également à assurer une représentation adéquate des femmes.

Tableau 12 - Suivi des aspects Genre

Critère	Actions prises pour intégrer l'aspect genre	Résultats	Coût en USD	Défis affrontés
Mise en œuvre/Activités	N/A.			
Suivi-évaluation	N/A.			

9.2 Respect des standards environnementaux et sociaux

N/A : Aucune étude d'impact environnemental et social complète n'a été réalisée pour ce projet vu sa particularité et ses activités.

10. Gestion des risques

10.1 Matrice de gestion des risques sur la base de l'analyse effectuée

Identification des risques			Traitement du risque			
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Evolution du risque (stable, accru, amoindri) par rapport au dernier rapport	Action(s)	Responsabilité	Date limite
Absence de cadres de coordination clairs dans les politiques et interventions sectorielles	Année 2024	Moyen (6)	Stable	Arbitrer et redéfinition claire du cadre de gouvernance des programmes CAFI au Gabon	CNC	Déc. 2026
				Revenir à un cadre de gouvernance politique démocratique (Post Transition)	Gouvernement	Déc. 2026
Manque de capacité à assurer une coordination satisfaisante des projets et initiatives	Année 2024	Élevé (16)	Stable	Continuité de la collaboration entre les équipes du PNUD et celle du CNC sur le respect des engagements et le suivi des actions	CNC - PNUD	Déc. 2026
				Redéfinir le montage d'une équipe en charge de la gestion du projet	CNC - PNUD	Déc. 2026
Manque d'appropriation et d'engagement de l'ensemble des autorités-clé dans le suivi et la prise de décision	Année 2024	Élevé (9)	Stable	L'opérationnalisation du cadre de gouvernance des programmes CAFI avec des acteurs clés bien identifiés	CNC	Déc. 2026
Risque de superposition entre les rôles et responsabilités des organes (conflits d'autorité, contradiction, influences contraires aux termes du décret de gouvernance, etc.)	Année 2024	Élevé (9)	Stable	Arbitrer et redéfinition claire du cadre de gouvernance des programmes CAFI au Gabon	CNC	Déc. 2026
Non prise en charge par le Gouvernement de la République du Gabon de ses Contreparties prévues au programme	Année 2024	Élevé (9)	Stable	Continuer à assurer sa mission de coordination intersectoriel de la politique climatique au Gabon, conformément à son décret de création et selon laquelle les agents sont rémunérés	CNC	Déc. 2026

10.2 Évaluation de la transparence et de l'intégrité

Cas de Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption	Oui	Non
Allégations		X
Investigations		X
Sanctions (y compris les recouvrements effectués et leurs montants)		X
Cas d'exploitation, abus et harcèlement sexuels	Oui	Non
Allégations		X
Investigations		X
Sanctions		X

Fraude, mauvaise utilisation de fonds et corruption : veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous-contractants sur fraude, la mégestion de fonds et la corruption depuis le début du programme		
	Pour la période de rapportage	Depuis le début du programme
Nombre de staffs formés / nombre de staff total	0	0
Nombre de consultants formés / nombre total	0	1
Nombre de sous-contractants formés / nombre total	0	0
Exploitation, abus et harcèlement sexuels : veuillez détailler les formations fournies aux staffs, consultants et sous contractants sur l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuel		
	Pour la période de rapportage	Depuis le début du programme
Nombre de staffs formés / nombre de staff total	0	0
Nombre de consultants formés / nombre total	0	0
Nombre de sous-contractants formés / nombre total	0	0

Dans le cadre des activités de formation et de renforcement des capacités des partenaires nationaux du CAFI, le PNUD a conduit en 2024 deux (2) ateliers de formation sur les Achats, la gestion des Finances, et la procédure de demande et de rapportage des fonds via Formulaire FACE. A cet effet, seize (16) partenaires ont pu renforcer leurs capacités dans les domaines susmentionnés et être sensibilisés aux bonnes pratiques pour éviter les risques de fraude et de mauvaise utilisation des fonds. Un (1) agent du Conseil National Climat a bénéficié de ces formations. En 2025, aucune nouvelle formation n'a été conduite.

11. Récapitulatif des livrables

Le Tableau ci-dessous reprend la liste des principaux livrables produits en 2025 avec hyperlien pour chacun d'entre eux :

Produit	N°	Intitulé
	1	Document de projet révisé en 2025 et signé https://drive.google.com/file/d/1sIQQ1SC5HCMerPKjUJdylyQazEVpzp-t/view?usp=drive_link
	2	Compte-rendu de la réunion du Comité de Gestion du CNC pour la validation du Document de Projet révisé https://drive.google.com/file/d/1MEcZJYmITDbPhI1W4j8ozcsavbGmI5B7/view?usp=drive_link
	3	PV de la revue annuelle des programmes CAFI au Gabon (octobre 2025) https://drive.google.com/file/d/1zjvbCn3xfQkWDu3GIFHiN2B6ZLcps26/view?usp=sharing Avec le Support de Présentation du projet CAFI-3 Gouvernance Climatique https://drive.google.com/file/d/1sIQQ1SC5HCMerPKjUJdylyQazEVpzp-t/view?usp=sharing
Produit 1.2	3	Support de l'atelier national présentation processus Art Trees 2025 https://drive.google.com/drive/folders/1Aq9YbfBsl0DLsduZIDcyJ5aBvj2k70Ar?usp=drive_link

12. Annexes

12.1 Tableaux indicateurs

Rappel : Placer sur [l'Espace collaboratif](#), copier l'hyperlien ici et annexer par email l'[Annexe 1](#) ou [Annexe 2](#) en fonction de la nature de votre projet.

Comme indiqué sur la rubrique 4.1, le Prodoc initial n'a pas eu de cadre de résultats finalisé. Des baselines n'ont pas été renseignées ; et les valeurs des cibles finales n'ont pas été définies jusqu'à ce que le besoin de réviser le Prodoc a été acté par le COPIL le 15 juin 2023.

C'est la raison pour laquelle il n'est pas possible de présenter ce tableau d'indicateurs.

Néanmoins, un nouveau cadre de résultat a été établi dans le Prodoc révisé, et sera à la base du reporting à partir de 2026.

12.2 Annexe 3 / Tableau 8.2

Rappel : Placer sur l'Espace collaboratif, copier l'hyperlien ici et annexer par email le [tableau 8.2](#) relatif aux informations financières complété en format Excel :

https://docs.google.com/spreadsheets/d/1CM6AAQUYrZFKQArB6QQGPHMgQPudmqrB/edit?usp=drive_link&oid=100922664595516781588&rtpof=true&sd=true